

13 mai 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur la politique gouvernementale en faveur de l'emploi et du pouvoir d'achat, à Vienne le 13 mai 2008.

Mesdames, Messieurs,

Merci de votre accueil. Depuis le temps que je consomme des yaourts, il était temps que je vois comment on les fabrique. Je dois dire que j'ai été très impressionné par le savoir faire des équipes de

Yoplait, par les machines et les investissements que vous avez réalisés ici.

Inutile de vous le dire : bien sûr qu'il faut que notre pays garde ses usines. J'ai eu l'occasion souvent d'en parler parce que ce sont nos emplois. Je suis venu avec Hervé NOVELLI et Luc CHATEL pour présenter la loi de modernisation de notre économie qui vous concerne. Qu'est-ce qu'on essaie

d'arranger ? Ce qui ne va pas c'est que l'on a dévalorisé le travail. On s'est donné beaucoup de mal pour empêcher les gens de travailler. Les 35 heures ont été une erreur économique et ont pesé sur les salaires. Il n'y a plus de discussion sur les salaires. On se retrouve avec des salariés français qui voient les prix qui augmentent, c'est vrai, et pas toujours pour les bonnes raisons, c'est-à-dire pas toujours pour des raisons de matière première. Et on a investi beaucoup d'argent pour que les gens travaillent moins en faisant partir des gens en préretraite. Alors les Français ne comprennent rien. Pourquoi les fait-on partir en préretraite alors qu'il faut cotiser plus longtemps pour nos retraites.

En les faisant travailler moins avec les 35 heures et avec cette idée absurde que le partage du temps de travail est une solution. Qu'est-ce qu'on essaie de faire ? C'est essayer d'augmenter la croissance française en libérant les possibilités de travail. C'est la raison pour laquelle j'ai voulu que vous puissiez faire des heures supplémentaires. Que les gens souhaitent faire 35 heures s'ils le veulent, tant mieux. Mais si vous voulez travailler plus pour gagner plus et faire des heures supplémentaires, pourquoi vous en empêchez ? C'est quand même une idée invraisemblable. Et maintenant sur la feuille de paie de ceux qui font des heures supplémentaires, il y a des soustractions sur le salaire mensuel et pour les heures supplémentaires, il n'y a pas de soustraction puisqu'elles sont défiscalisées.

Comme le dirait mon ami, Didier MIGAUD, cela marche. La meilleure preuve que cela marche, c'est qu'au lieu de mettre de l'argent pour que les gens travaillent moins, on met de l'argent pour que les gens travaillent plus. Et puis, on a le problème du pouvoir d'achat avec les prix qui augmentent. On ne peut pas être dans un pays où les produits frais par exemple, pour des raisons qui ne tiennent en rien à votre travail, mais à l'organisation structurelle de notre système de distribution sont vendus plus chers que dans les autres pays de la communauté européenne. Qu'il y ait des augmentations de prix parce qu'il y a des augmentations de matière première je le comprends et je ne reviendrai pas sur le prix du lait. Mais on peut aussi parler des matières grasses et des céréales. Notre idée, c'est de mettre davantage de concurrents pour que les prix baissent et que cela vous rendent du pouvoir d'achat. Je n'ai rien contre personne, mais je regarde à Vienne, 50% des hypermarchés appartiennent à la même enseigne. La concurrence est donc assez relative !

Quand je suis devenu Président de la République, je retrouve ce système des marges arrière auquel personne ne comprend rien. Une idée aussi simple que la possibilité pour un producteur ou un fournisseur et un distributeur de négocier leur prix ou leur tarif, cela n'existait pas. Il y a

ou un fournisseur et un distributeur de négocier leur prix, ou leur tarif, cela n'existait pas. Il n'y a pas de raison que l'on ait des prix plus chers ici qu'en Europe. Parce qu'au fond, vous êtes salariés mais consommateurs aussi, et quand vous allez faire vos courses, vous voyez bien que cela augmente.

Donc d'un côté on veut libérer la possibilité de travailler davantage pour gagner davantage et de l'autre on veut mettre davantage de concurrence pour permettre d'avoir des prix qui baissent et vous rendre du pouvoir d'achat. Je ne vois pas comment on pourrait faire autrement.

Et puis, il y a une troisième opportunité, mais je l'évoque simplement, qui est celle que l'on fera avant l'été qui passera au Parlement début septembre, c'est l'intéressement. Grosso modo, les entreprises françaises distribuent 5 milliards par an d'intéressement, je voudrais que l'on passe à 15 milliards.

Vous voyez qu'avec cela, on va essayer d'accroître la masse de travail des gens pour qu'il y ait plus de gens qui travaillent. Vous vous rendez compte qu'il y a 35% des plus de 55 ans qui travaillent, seulement. Il y en a 47% en Allemagne, 68% en Suède. Quand on est quinquagénaire, on est encore jeune. Ceux qui veulent partir à la retraite et liquider leur retraite peuvent le faire. Mais pourquoi empêcher les gens de travailler ? Pourquoi dévaloriser le travail ? Ce qui compte, c'est de laisser le choix aux gens.

J'attache beaucoup de prix à cette loi sur la modernisation de l'économie. Je vais à la rencontre de beaucoup de corporatismes et de beaucoup d'immobilisme. J'ai été élu pour changer les choses et pour obtenir des résultats. Mais si en travaillant plus, vous augmentez vos salaires, et que les prix continuent à augmenter, votre pouvoir d'achat va diminuer. Dans les grandes surfaces, chez les grandes marques, certaines craintes s'expriment. Je dis qu'il ne faut pas avoir peur. Avec la concurrence, les prix doivent baisser. Je veux de la transparence aussi. Avec cette concurrence, cette modernisation de l'économie française, nous allons essayer de faire comme ailleurs en Europe. Il n'y a aucune raison que certaines grandes marques, concurrentes de la vôtre, vendent leurs yaourts plus cher en France que dans d'autres pays de la Communauté, pourquoi ? Au nom de quoi ? Il n'y a aucune raison quand les coûts sont les mêmes.

Voilà donc ce que la loi doit essayer de modifier. Cela n'empêche pas de protéger les petits commerçants, de protéger aussi le secteur agricole, de protéger enfin les PME. Pour les PME, la loi va leur réserver 15% de la commande publique en matière de marchés technologiques.

L'objectif c'est d'augmenter la possibilité de créer des richesses dans notre pays. Plus il y aura de richesses créées dans notre pays, plus il y aura d'emplois. Plus il y aura d'emplois, plus il y aura de pouvoir d'achat, plus cela améliorera le commerce local, plus cela permettra à chacun d'élever son niveau de vie. Si on réduit le travail, on réduit la création de richesse. Le partage du temps de travail n'a rien réglé. La France est l'un des pays qui a le plus de jeunes au chômage et le plus de quinquas qui ne travaillent pas. Quand on met un quinquas au chômage, on ne crée pas un emploi pour un jeune.

Il faut augmenter la capacité de notre pays à produire des richesses, à avoir de la croissance. Il n'y a pas un pays qui a fait comme nous, pas un seul et pourtant il y a douze pays en Europe qui ont le plein emploi. Ces pays ont libéré les possibilités pour les gens de travailler. Avec 7,5% de chômeurs, nous avons atteint le meilleur résultat depuis 25 ans. L'objectif est d'atteindre 5% et pour cela il faut laisser les gens travailler parce qu'ils auront plus de revenus, ils pourront davantage consommer, ils créeront des richesses.

Les 3 manettes que nous voulons utiliser sont donc les heures supplémentaires pour ceux qui en font, la baisse des prix par plus de concurrence et dans quelques semaines davantage d'intéressement. YOPLAIT en 2002, était dans une situation très difficile. Il y en a peut-être certains d'entre vous qui étaient là. Des restructurations très douloureuses ont été faites et des investissements très lourds ont été consentis. Aujourd'hui, vous êtes de nouveau profitable, et il est normal que vous en receviez le bénéfice. Il faut réconcilier les Français avec le capitalisme familial. Je le dis comme je le pense, je préfère les gens qui investissent dans les entreprises pour que l'on garde nos entreprises et nos usines en France plutôt que de faire fuir tout le monde. Vous avez vu que le Premier ministre socialiste espagnol, M. ZAPATERO, a décidé de supprimer l'impôt sur la fortune. Pourquoi ? Ce n'est pas pour faire plaisir aux riches, mais parce que

l'économie espagnole a besoin de l'argent de ceux qui en ont pour se développer. Vous avez trouvé avec le management un fonds d'investissement. Avoir un actionnaire familial, que l'on connaît, qui connaît l'entreprise, implanté dans le département ou dans la ville, qui connaît la région, c'est bien aussi. Je n'ai rien contre les « veuves écossaises » et les fonds de pension. Mais ce n'est pas la même chose que d'avoir quelqu'un qui aime la ville où il se trouve, l'entreprise où il est, qui connaît les salariés et qui investit durablement. Je voudrais vous dire que j'ai parfaitement conscience que la vie de chacun d'entre vous n'est pas facile. J'essaie de moderniser le pays pour en faire un pays où ceux qui travaillent, qui se donnent du mal en auront la juste récompense. Avant de terminer par une dégustation, je veux encore vous dire merci pour cette matinée d'échange.